

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada  
401-1230 Government St.  
Victoria  
BC  
V8W 3X4  
Bid Fax: (250) 363-3344**

## Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

## Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada - Pacific  
Region  
800 Burrard Street, 12th floor  
800, rue Burrard, 12e étage  
Vancouver  
British C  
V6Z 2V8

<b>Title - Sujet</b> OC d'asphaltage	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EZ108-130342/A	<b>Date</b> 2012-06-15
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b>	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$PWY-011-6718
<b>File No. - N° de dossier</b> PWY-2-35041 (011)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-07-05</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Pacific Daylight Saving Time PDT
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Anderson, Elaine PWY	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pwy011
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (250)363-3298 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (250)363-0395
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> PWGSC - Esquimalt Graving Dock - Victoria, B.C.	
<b>Security - Sécurité</b> This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

---

## DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES (DOC)

### AVIS IMPORTANT AUX OFFRANTS

**LES CLAUSES CITÉES EN RÉFÉRENCE PAR UN NUMÉRO DANS CE DOCUMENT (EX; R2710T) SONT DISPONIBLES SUR LE SITE WEB SUIVANT DE TPSGC:**

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

### TABLE DES MATIÈRES

#### INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IP)

- IP01 Introduction
- IP02 Demandes de renseignements
- IP03 Autorité contractante / Représentant du ministère
- IP04 Quantité
- IP05 Obligation de TPSGC
- IP06 Visite des lieux
- IP07 Révision des offres
- IP08 Période de validité des offres
- IP10 Sites Web

#### INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS (IG)

- IG01 Code de conduite et attestations
- IG02 L'offre
- IG03 Identité ou capacité civile de l'offrant
- IG04 Taxe sur les produits et services/Taxe de vente harmonisée
- IG05 Frais d'immobilisation
- IG06 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- IG07 Livraison des offres
- IG08 Révision des offres
- IG09 Rejet d'une offre
- IG10 Coûts relatifs aux offres
- IG11 Numéro d'entreprise - approvisionnement
- IG12 Respect des lois applicables
- IG13 Approbation des matériaux de remplacement
- IG14 Évaluation du rendement
- IG15 Conflit d'intérêts / Avantage indu

#### PARTICULARITÉS DE L'OFFRE COMMANDES (POC)

- POC01 Généralités
- POC02 Période de l'offre commandes

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ108-130342/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw011

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PWY-2-35041

---

POC03 Limite des dépenses pour les commandes subséquentes

POC04 Procédures applicables aux commandes subséquentes

## **DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

**APPENDICE 1 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

**APPENDICE 2 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX**

**APPENDICE 3 - RAPPORTS PÉRIODIQUE**

---

## INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX OFFRANTS (IPO)

### IP01 INTRODUCTION

1. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) invite les entreprises en construction à soumettre des propositions pour des offres à commandes. Les entrepreneurs sélectionnés devront exécuter des travaux selon les besoins.
2. TPSGC à l'intention d'autoriser une [1] offres à commande, pour une durée de [3] années . La valeur totale en dollars de toutes les offres à commandes est estimée à 840,000.00 \$ (Taxes comprise). Les différentes commandes subséquentes pourront atteindre un maximum de 100 000.00 \$ (Taxes comprise). Les offrans doivent noter que rien ne garantit que l'on passera des commandes pour l'intégralité ou quelconque montant des offres à commandes; TPSGC attribuera les commandes subséquentes uniquement lorsque des travaux particuliers seront assurer en vertu des offres à commandes seront nécessaires. Veuillez consulter la section PO04, PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES.
3. Ce besoin est assujetti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

### IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

- 1) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins [5] jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- 2) Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux offrans, l'agent d'approvisionnement examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
- 3) Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appels d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'agent d'approvisionnement dont le nom figure sur l'offre - Page 1. Le défaut de se conformer cette exigence pourrait avoir pour conséquence que l'offre soit déclarée non recevable.

### IP03 AUTORITÉ CONTRACTANTE / REPRÉSENTANT DU MINISTÈRE

- 1) L'autorité contractante pour cette Demande d'offre à commandes est:

Elaine Anderson  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Attribution des marchés immobiliers  
401-1230 rue Government  
Victoria (C-B), V8W 3X4  
Téléphone : (250)363-3298; Courriel: elaine.anderson@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la mise en place de l'offre à commandes, de l'administration et des aspects contractuels de chaque commande subséquente.

- 2) Un Représentant du Ministère sera nommé à chaque émission d'une commande subséquente. Le Représentant du Ministère est chargé de toutes des questions relatives à l'aspect technique des besoins.

#### **IP04 QUANTITÉ**

La quantité des travaux et la dépense estimative précisés dans la DOC ne sont qu'une approximation des besoins, exprimée de bonne foi. La présentation d'une offre par l'offrant ne constitue pas un engagement du Canada. Le Canada peut passer une ou plusieurs commandes subséquentes dans le cadre d'une offre à commandes.

#### **IP05 OBLIGATION DE TPSGC**

Une Demande d'offre à commandes n'engage pas TPSGC à autoriser l'utilisation d'une offre à commandes, ni payer les frais engagés dans le dépôt des offres ou dans la réalisation des études nécessaires leur préparation, ni non plus exécuter des travaux ou établir des contrats à ce titre. TPSGC se réserve le droit de rejeter ou d'autoriser l'utilisation de toute proposition en totalité ou en partie, avec ou sans autre discussion ou négociation. Le Canada se réserve le droit d'annuler ou de modifier la Demande d'offre à commandes à n'importe quel moment.

#### **IP06 VISITE DES LIEUX**

On recommande au soumissionnaire ou à son représentant de visiter les lieux des travaux. Les offrans qui n'y participent pas ou qui n'envoient pas de représentants pourront quand même présenter une soumission. Toute précision ou modification de la demande d'OC à la suite de la visite des lieux sera incluse dans la demande d'OC, sous la forme d'une modification.

Personne-ressource: Bob Desmarais (250)363-0274.

#### **IP07 RÉVISION DES OFFRES**

Une offre peut être révisée par lettre ou par télécopie conformément «Instructions générales aux offrans». Le numéro du télécopieur pour la réception de révisions est le (250)363-3344.

#### **IP08 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES OFFRES**

- 1) L'offre ne peut être retirée pour une période de [60] jours suivant la date de clôture de l'invitation.
- 2) Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des demandes d'offres commandes. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les offrans auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
- 3) Si la prorogation mentionnée l'alinéa 1) de l'IP08 est acceptée par écrit par tous les offrans qui ont présenté une offre, le Canada poursuivra alors sans tarder l'évaluation des demandes d'offres à commandes et les processus d'approbation.

- 4) Si la prorogation mentionnée l'alinéa 1) de l'IP08 n'est pas acceptée par écrit par tous les offrants qui ont présenté une offre, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
- a) poursuivre l'évaluation des demandes d'offres à commandes de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
  - b) annuler la demande d'offre à commande.
- 5) Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG09 «Rejet d'une offre».

## **IP10 SITES WEB**

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Contrats Canada (Achats et ventes) <https://www.achatsetventes-buyandsell.gc.ca/fra/bienvenue>

Sanctions économiques canadiennes <Http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur ( Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Certificat d'assurance (formulaire PWGSC-TPSGC 357)

<Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/357.pdf>

Guide des CCUA\_

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

Échelles des taux de salaires pour des contrats fédéraux de construction

[Http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes\\_travail/contrats/echelle/index.shtml](Http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml)

TPSGC, Services de sécurité industrielle

<Http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

<Http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/index-fra.html>

---

## INSTRUCTIONS GÉNÉRALES AUX OFFRANTS

### IG01 CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS

1. Les offrants doivent se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement. En plus de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement, les offrants doivent répondre aux demandes des offres de façon honnête, juste et exhaustive, rendre compte avec précision de leur capacité de satisfaire aux exigences énoncées dans la demande d'offres et le contrat subséquent, présenter des offres et conclure des contrats uniquement s'ils sont en mesure de satisfaire à toutes les obligations du contrat. En vue d'assurer l'ouverture, l'équité et la transparence du processus d'approvisionnement, les activités suivantes sont interdites :
  - (a) le paiement d'honoraires conditionnels à une personne visée par la Loi sur le lobbying (1985, ch. 44 [4<sup>e</sup> supplément]);
  - (b) la corruption, la collusion, le truquage d'offre, ou toute autre activité anticoncurrentielle au cours du processus d'approvisionnement.
2. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'à l'exception des cas d'infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon ou s'est vu accorder un traitement de clémence, ni lui ni sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées n'ont jamais été reconnus coupables d'une infraction criminelle à l'égard des activités énoncées en (a) ou (b) ci-dessus, ou ne sont visés par des accusations criminelles en instance concernant lesdites activités, déposées après le 1<sup>er</sup> septembre 2010.
3. Les offrants reconnaissent, en outre que la commission de certaines infractions les rendra inadmissibles à l'obtention d'un contrat. En présentant une offre, l'offrant atteste qu'à l'exception des cas d'infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon, ni lui ni sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées n'ont jamais été reconnus coupables ou ne font l'objet d'accusations criminelles en instance concernant une infraction visée par l'une des dispositions suivantes :

*l'article 121 (Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale), l'article 124 (Achat ou vente d'une charge), l'article 380 (Fraude commise au détriment de sa Majesté), ou l'article 418 (Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté) du Code criminel du Canada, ou l'alinéa 80(1)(d) (Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport), le paragraphe 80(2) (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) ou l'article 154.01 (Fraude commise au détriment de Sa Majesté) de la Loi sur la gestion des finances publiques.*
4. Aux fins du présent article, les entreprises, les organisations ou les particuliers sont des entités affiliées à l'offrant si 1) l'offrant ou l'entité contrôle directement ou indirectement l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou 2) un tiers a le pouvoir de contrôler l'offrant et l'entité. Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, la désignation d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite au dépôt d'accusations ou aux condamnations envisagées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes que ou similaires à ceux de l'offrant faisant l'objet d'accusations ou d'une condamnation, selon le cas.
5. L'autorité contractante déclarera une offre non recevable si elle constate que des renseignements contenus dans les attestations envisagées ci-dessus ne sont pas véridiques.

6. Lorsque l'offrant, sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées ont plaidé coupables à une infraction envisagée aux paragraphes 1 et 3, l'offrant doit inclure dans son offre, une copie certifiée de documents du Bureau de la concurrence du Canada démontrant qu'un traitement de clémence a été accordé, ou une copie certifiée de documents de la Commission nationale des libérations conditionnelles démontrant qu'un pardon a été obtenu, à l'égard desdites infractions.
7. L'offrant, sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées ne doivent pas faire l'objet d'accusations ou de condamnations envisagées aux paragraphes 1 et 3, pendant la durée de tout contrat subséquent découlant de cette demande d'offres.

## IG02 L'OFFRE

- 1) L'offre doit :
  - a) soumise tel qu'indiqué aux instructions de la DOC ;
  - b) doit être remplie correctement à tous égards;
  - c) être signée par un représentant dûment autorisé par l'offrant; et
  - d) être accompagnée de tout autre document précisé ailleurs dans les documents DOC où il est stipulé que ledit document doit accompagner l'offre.
- 2) Toute modification aux sections pré-dactylographiées ou pré-imprimées du Formulaire de proposition de prix ou toute condition ou restriction ajoutée l'offre constituera une cause directe de rejet. Les modifications, corrections, changements ou ratures apportés des énoncés ou des chiffres entrés sur le formulaire de proposition de prix par l'offrant doivent être paraphés par la  
ou les personnes qui signent l'offre. Les initiales doivent être des paraphes originaux. Les  
modifications, corrections, changements ou ratures non paraphés seront considérés  
comme nuls et sans effet.
- 3) Les offres envoyées par télécopieur ne sont pas acceptables, à moins d'indication contraire aux documents DOC.

## IG03 IDENTITÉ OU CAPACITÉ CIVILE DE L'OFFRANT

Pour confirmer le pouvoir des signataires et de manière à déterminer la capacité civile en vertu de laquelle il entend conclure un marché, l'offrant qui exerce ses activités commerciales sous un nom autre que son nom personnel doit, avant l'attribution d'une commande, fournir, à la demande du Canada, une preuve satisfaisante de

- a) ce pouvoir de signature;
- b) la capacité civile en vertu de laquelle il exerce ses activités commerciales.

Il peut s'agir, comme preuve du pouvoir de signature, d'une copie certifiée conforme d'une résolution nommant le ou les signataires autorisés signer la présente offre au nom de la compagnie constituée en



personne morale ou de la société de personnes et, comme preuve de la capacité civile, d'une copie des documents d'incorporation ou de l'enregistrement d'un nom commercial d'un propriétaire unique, d'une raison sociale (appellation commerciale) ou de la constitution d'une société.

#### **IG04 TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES/TAXE DE VENTE HARMONISÉE**

Les offres ne doivent pas tenir compte du montant de la taxe sur les produits et services (TPS) ou de la taxe de vente harmonisée (TVH), selon celle qui s'applique. Toutes les sommes prélevées au titre de la TPS/TVH doivent être facturées distinctement dans une demande d'acompte soumise par l'offrant et lui seront versées en sus de la somme approuvée par le Canada pour les travaux exécutés dans le cadre d'une commande subséquente. L'offrant devra verser la somme correspondante l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur.

#### **IG05 FRAIS D'IMMOBILISATION**

Les frais de permis de constructions (s'il y a lieu) seront applicable aux commandes subséquentes. Les offrants ne doivent pas inclure, dans le montant de leur offre, les sommes correspondantes à des droits spéciaux d'aménagement ou de réaménagement municipaux qu'une administration municipale peut exiger comme condition préalable à l'établissement des permis de construire.

#### **IG06 LISTE DES SOUS-TRAITANTS ET FOURNISSEURS**

Nonobstant toute liste de sous-traitants que l'offrant peut être tenu de déposer dans le cadre de l'offre, l'offrant devra, dans le délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception d'un avis écrit à ce sujet, soumettre les noms des sous-traitants et des fournisseurs pour la ou les parties des travaux énumérées dans ledit avis. Le non respect de ces exigences donnera lieu au rejet de la l'offre.

#### **IG07 LIVRAISON DES OFFRES**

- 1) Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre comme suit :  
Page couverture du dossier d'appel d'offres  
*Appendice 2: Formulaire de proposition de prix*
- 2) Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.
  - (a) utiliser du papier de 216 mm x 279 mm (8,5 po x 11 po);
  - (a) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes;
- 3) Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'appendice 2 - Formulaire de proposition de prix. Le montant total de la TPS ou de la TVH doit être indiqué séparément, s'il y a lieu L'enveloppe d'offre doit être adressée et présentée au bureau désigné sur la page frontispice « Demande d'offre a commandes » pour la réception des offres. Elle doit parvenir à ce bureau au plus tard à la date et à l'heure indiquées pour la clôture des offres. Avant de présenter son offre, l'offrant doit s'assurer que l'information suivante est reproduite clairement, en caractères de frappe ou d'imprimerie au recto de l'enveloppe d'offre :

- a) numéro de l'invitation;
- b) le nom de l'offrant;
- c) l'adresse de retour; et
- d) l'heure et la date de clôture.

L'offre doit être en dollars canadiens. La protection de fluctuation du taux de change n'est pas offerte. Toute demande de protection de fluctuation du taux de change ne sera pas considérée.

- 4) La livraison correcte des offres dans les délais prescrits est la responsabilité exclusive de l'offrant.

### **IG08 RÉVISION DES OFFRES**

- 1) Une offre présentée conformément aux présentes instructions peut être révisée par lettre ou par télécopie, pourvu que la révision soit reçue au bureau désigné pour la remise des offres au plus tard à la date et à l'heure limites de clôture des offres. Le document doit porter l'en-tête de lettre ou la signature identifiant l'offrant.
- 2) Une modification une offre comportant des prix unitaires doit clairement identifier la(les) modification(s) au(x) prix unitaire(s) et préciser au(x)quel(s) des prix unitaires la(les) modification(s) s'applique(nt).
- 3) Une lettre ou une télécopie visant à confirmer une révision antérieure doit clairement indiquer qu'il s'agit d'une confirmation.
- 4) Si des dispositions ci-dessus ne sont pas respectées, la ou les révisions irrecevables seulement devront être rejetées. L'évaluation portera sur l'offre initiale déposée de même que sur toutes les autres révisions recevables.

### **IG09 REJET D'UNE OFFRE**

- 1. Le Canada peut rejeter une offre dans l'un des cas suivants :
  - (a) l'offrant est assujéti à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs, ce qui le rend inadmissible pour déposer une offre pour répondre au besoin;
  - (b) un employé ou un sous-traitant proposé dans la offre est soumis à une mesure corrective du rendement du fournisseur, en vertu de la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs, ce qui rendrait l'employé ou un sous-traitant inadmissible pour déposer une offre pour répondre au besoin ou à la partie du besoin que l'employé ou le sous-traitant exécuterait;
  - (c) l'offrant déclare faillite ou ne peut, pour quelque motif que ce soit, exercer ses activités pour une période prolongée;
  - (d) des preuves de fraude, de corruption ou de fausse déclaration ou des preuves confirmant l'incapacité de respecter des lois protégeant les personnes contre toute forme

de discrimination ont été déposées, à la satisfaction du Canada, à l'égard de l'offrant, de l'un quelconque de ses employés ou d'un sous-traitant proposé dans l'offre;

(e) des preuves à la satisfaction du Canada que, compte tenu de son comportement antérieur, l'offrant, un sous-traitant ou une personne désignée pour exécuter les travaux ne convient pas ou s'est comporté de façon inappropriée;

(f) dans le cadre de transactions actuelles ou antérieures avec le gouvernement du Canada :

(i) le Canada a exercé ses recours contractuels de suspension ou de résiliation pour inexécution à l'égard d'un contrat attribué à l'offrant ou à l'un quelconque de ses employés ou sous-traitants proposés dans l'offre;

(ii) le Canada détermine que le rendement de l'offrant en vertu d'autres contrats, notamment l'efficacité et la qualité dans l'exécution des travaux, ainsi que la mesure dans laquelle l'offrant a respecté les clauses et les conditions contractuelles dans l'exécution des travaux, est suffisamment médiocre pour qu'on le considère incapable de répondre au besoin faisant l'objet de l'offre.

2. Dans le cas où le Canada a l'intention de rejeter une offre pour des motifs tels que ceux exposés à l'alinéa 1(f), l'autorité contractante le fera savoir à l'offrant et lui donnera un délai de dix (10) jours pour faire valoir son point de vue, avant de rendre une décision définitive sur le rejet de l'offre.

3. Le Canada se réserve le droit de procéder à un examen plus approfondi, en particulier lorsque plusieurs offres provenant d'un seul offrant ou d'une coentreprise sont reçues en réponse à une demande d'offres. Le Canada se réserve le droit :

(i) de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des offres présentées par un seul offrant ou par une coentreprise si l'inclusion de ces offres dans le processus d'évaluation risque de compromettre l'intégrité et l'impartialité du processus;

(ii) de rejeter n'importe laquelle ou la totalité des offres présentées par un seul offrant ou une coentreprise si l'inclusion de ces offres dans le processus d'approvisionnement risque de fausser les résultats de l'évaluation, menant à des résultats qui n'auraient pas raisonnablement été attendus dans les conditions existantes du marché ou qui n'offrent pas un bon rapport qualité-prix pour le Canada.

## **IG10 COÛTS RELATIFS AUX OFFRES**

Aucun paiement ne sera versé pour des coûts encourus pour la préparation et la présentation d'une offre en réponse à la demande d'une DOC. L'offrant sera seul responsable des frais engagés dans la préparation et la présentation d'une offre, ainsi que des frais engagés par lui pour l'évaluation de son offre.

## **IG11 NUMÉRO D'ENTREPRISE - APPROVISIONNEMENT**

1. Les offrants doivent avoir un numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA) avant de se voir attribuer un contrat. Pour obtenir un NEA, les offrants peuvent s'inscrire au service Données d'inscription des fournisseurs, sur le site Web Contrats Canada. Pour s'inscrire autrement que par Internet, les offrants peuvent communiquer avec l'agent d'inscription des fournisseurs le plus près.

## **IG12 RESPECT DES LOIS APPLICABLES**

- 1) En présentant une offre, l'offrant atteste qu'il a la capacité juridique de conclure un contrat et qu'il a en sa possession toutes les licences valides, permis, inscription, attestation, déclarations, dépôt, ou autres autorisations requises pour satisfaire à toutes les lois et tous les règlements fédéraux, provinciaux et municipaux qui s'appliquent à la présentation de l'offre et l'établissement d'un contrat subséquent portant sur l'exécution des travaux.
- 2) Aux fins de vérification des exigences mentionnées l'alinéa 1) de l'IG12, l'offrant doit, sur demande, fournir une copie de chaque licence, permis, inscription, attestation, déclaration, dépôt ou autre autorisation valides indiquée dans la demande, tout en respectant le délai établi pour la présentation de ces documents.
- 3) Le non respect des exigences exprimées à l'alinéa 2) de l'IG12 donnera lieu au rejet de l'offre.

## **IG13 APPROBATION DES MATÉRIAUX DE REMPLACEMENT**

Dans les cas où l'on précise des matériaux en fonction d'une appellation ou d'une marque de commerce ou du nom du fabricant ou du fournisseur, l'offre doit être basée sur l'utilisation des matériaux désignés. Pendant la période d'invitation, on pourra considérer des matériaux de remplacement à la condition que l'agent des contrats reçoive par écrit des données techniques complètes au moins dix (10) jours avant la date fixée pour la clôture des offres. Si on approuve des matériaux de remplacement pour les besoins de l'offre, on publiera un addenda aux documents d'offres.

## **IG14 ÉVALUATION DU RENDEMENT**

- 1) Les offrants doivent noter que le Canada évaluera le rendement de l'offrant pendant la réalisation des travaux et au moment de leur achèvement. Cette évaluation portera sur la qualité de l'exécution des travaux, les délais d'exécution, la gestion de projet, la gestion du contrat et la gestion de la santé et sécurité. Si le rendement de l'offrant est jugé insatisfaisant, les privilèges lui permettant de présenter des offres dans le cadre de travaux ultérieurs pourront être suspendus indéfiniment.
- 2) Le formulaire PWGSC-TPSGC 2913, SELECT - Formulaire du rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur, est utilisé pour évaluer le rendement.

## **IG15 CONFLIT D'INTÉRÊTS / AVANTAGE INDU**

- 1) Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les offrants sont avisés que le Canada peut rejeter une offre dans les circonstances suivantes :

a) l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, participé d'une manière ou d'une autre la préparation de la DOC; ou est en situation de conflit d'intérêts ou d'apparence de conflit d'intérêts.

b) le Canada juge que l'offrant, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, eu accès des renseignements relatifs la DOC qui n'étaient pas la disposition des autres offrants et que cela donne ou semble donner à l'offrant un avantage indu.

- 2 Le Canada ne considère pas, qu'en soi, l'expérience acquise par un offrant qui fournit ou a fourni les biens et services décrits dans la DOC (ou des biens et services semblables) représente un avantage indu en faveur de l'offrant ou crée un conflit d'intérêts. Cet offrant demeure cependant assujetti aux critères énoncés plus hauts.
- 3 Dans le cas où le Canada l'intention de rejeter une offre conformément au présent article, l'autorité contractante préviendra l'offrant et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue, avant de prendre une décision définitive. Les offrants ayant un doute par rapport une situation particulière devraient contacter l'autorité contractante avant la date de clôture de la DOC. En déposant une offre l'offrant déclare qu'il n'est pas en conflit d'intérêts et qu'il ne bénéficie d'aucun avantage indu. L'offrant reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s'il existe un conflit d'intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d'intérêts ou d'avantage indu.

## **PARTICULARITÉS DE L'OFFRE COMMANDES (PO)**

### **POC01 GÉNÉRALITÉS**

1. L'entrepreneur reconnaît qu'une offre commandes n'est pas un contrat et que l'émission d'une offre commandes et d'une autorisation de passer une commande subséquente n'oblige ni n'engage le Canada acheter les travaux énumérés dans l'offre à commandes ou à établir un contrat cet effet.
2. L'entrepreneur propose de fournir et de livrer au Canada les travaux décrits dans l'offre à commandes selon les prix établis dans l'offre à commandes lorsque l'autorité contractante pourrait demander les travaux conformément aux conditions du paragraphe 3 ci-après.
3. L'entrepreneur comprend et convient :
  - (a) qu'une commande subséquente une offre à commandes ne constituera un contrat que pour les services qui ont été commandés, pourvu que la commande soit faite conformément aux dispositions de l'offre à commandes;
  - (b) que la responsabilité du Canada est limitée à celle qui découle des commandes subséquentes à l'offre à commandes passées pendant la période précisée dans l'offre à commandes;
  - (c) que le Canada a le droit d'acheter les services précisés dans l'offre à commandes au moyen de tout autre contrat, offre à commandes ou méthode d'approvisionnement;
  - (d) que l'offre à commandes ne peut être cédée ou transférée en tout ou en partie;
  - (e) que l'offre à commandes peut être mise de côté par le Canada en tout temps.

### **POC02 PÉRIODE DE L'OFFRE À COMMANDES**

La période au cours de laquelle on pourra passer des commandes de la date de commencement indiquée dans l'OC au 30 juin 2015

### **POC03 LIMITE DES DÉPENSES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES**

L'offre à commandes sera établie avec une limite maximale de dépenses de 100 000.00\$ (TPS ou TVH comprise) pour chacune des commandes subséquentes.

### **POC04 PROCÉDURES APPLICABLES AUX COMMANDES SUBSÉQUENTES**

1. Les travaux seront commandés comme suit:

- a) Pour chaque commande subséquente on fournira l'énoncé des travaux et l'entrepreneur présentera une proposition au Représentant du Ministère conformément aux tarifs unitaires fixes établis dans l'offre à commandes. La proposition de l'entrepreneur comprendra l'ensemble des travaux tel que spécifier incluant l'immobilisation, les sous-traitants, les matériaux, la main d'oeuvre l'outillage, frais d'administration et de supervision tel que tel que proposé dans la DOC incluant le(s) permi(s) de construction selon les normes et règlements.
2. L'entrepreneur sera autorisé par écrit exécuter les travaux par l'autorité contractante qui établira une commande subséquente l'offre à commandes en utilisant le formulaire 942. [Click here to type text for Link.](#)
3. On doit discuter avec le Représentant du Ministère de tous les changements qu'on propose d'apporter à l'étendue des travaux; toutefois, ces changements ne pourront être autorisés qu'au moyen d'un modificatif établi par l'autorité contractante.

## DOCUMENTS DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 1) Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commande.
- (a) La commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- (b) Conditions générales et clauses:
- |                                                              |                                                                         |                                     |
|--------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| CG1                                                          | Dispositions générales<br><u>en conformité avec le paragraphe 5)</u>    | R2810D (2011-05-16); <u>Modifié</u> |
| CG2                                                          | Administration du contrat                                               | R2820D (2011-05-16);                |
| CG3                                                          | Exécution et contrôle des travaux                                       | R2830D (2010-01-11);                |
| CG4                                                          | Mesures de protection                                                   | R2840D (2008-05-12);                |
| CG5                                                          | Modalités de paiement                                                   | R2550D (2010-01-11);                |
| CG6                                                          | Retards et modifications des travaux                                    | R2860D (2008-05-12);                |
| CG7                                                          | Défaut, suspension ou résiliation du contrat                            | R2870D (2008-05-12);                |
| CG8                                                          | Règlement des différends                                                | R2884D (2008-05-12) ;               |
| CG9                                                          | Assurances                                                              | R2590D (2011-05-16);                |
| Conditions supplémentaires;                                  |                                                                         |                                     |
| Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail |                                                                         | R2940D (2010-01-11);                |
| Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous ;   |                                                                         |                                     |
| CG6.4.1                                                      | Échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction | R2950D (2007-05-25);                |
- (c) Toute modification aux documents de l'offre à commandes qui est apportée conformément aux conditions générales.
- 2) Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web deTPSGC: \_

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>

- 3) Échelles des taux de salaire pour des contrats fédéraux de construction est intégré par renvoi et est disponible au site  
 Web:[http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes\\_travail/contrats/echelle/index.shtml](http://www.rhdcc-hrsdc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/index.shtml).

- 4) La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de proposition de prix présenté.

AJOUTER A LA CLAUSE R2810D, "DISPOSITIONS GÉNÉRALES" L'ARTICLE CG1.20 "CODE DE CONDUITE ET ATTESTATIONS"

- 5) CG1.20 Code de conduite et attestations

1. L'entrepreneur s'engage à se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement et à ses modalités. En plus de se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement l'entrepreneur convient aussi de respecter les modalités énoncées dans le présent article.

2. L'entrepreneur atteste qu'à l'exception des cas d'infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon ou s'est vu accorder un traitement de clémence, ni lui ni sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées n'ont jamais été reconnus coupables ou ne sont visés par des accusations criminelles en instance, après le 1<sup>er</sup> septembre 2010, concernant les activités suivantes :

- a) le paiement d'honoraires conditionnels à une personne visée par la Loi sur le lobbying (1985, ch. 44, [4<sup>e</sup> supplément]);
- b) la corruption, la collusion, le truquage de soumission ou toute autre activité anticoncurrentielle au cours du processus d'approvisionnement.

3. L'entrepreneur atteste qu'à l'exception des cas d'infractions pour lesquelles il a obtenu un pardon, ni lui ni sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées n'ont jamais été reconnus coupables, ou ne sont visés par des accusations criminelles en instance relativement :

- a) à l'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), à l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), à l'article 380 (*Fraude commise au détriment de sa Majesté*), ou à l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*) du Code criminel du Canada, ou
- b) à l'alinéa 80(1)d) (*Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport*), au paragraphe 80(2) (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) ou à l'article 154.01 (*Fraude commise au détriment de Sa Majesté*) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

4. Aux fins du présent article, les entreprises, les organisations ou les particuliers sont des entités affiliées à l'entrepreneur si directement ou indirectement :

- a) l'entrepreneur ou l'entité contrôle l'autre ou a le pouvoir de le faire, ou
- b) un tiers a le pouvoir de contrôler l'entrepreneur et l'entité.



Les indices de contrôle comprennent, sans s'y limiter, une gestion ou une propriété interdépendante, la désignation d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation conjointe d'employés ou une entité créée suite au dépôt d'accusations ou aux condamnations envisagées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes que, ou similaires à, ceux de l'entrepreneur faisant l'objet d'accusations ou d'une condamnation, selon le cas.

5. Dans les cas décrits aux paragraphes 2 et 3, où l'entrepreneur ou sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées ont obtenu un pardon ou se sont vu accorder un traitement de clémence pour de telles infractions, l'entrepreneur doit fournir une copie certifiée de documents le confirmant et provenant de la Commission nationale des libérations conditionnelles ou du Bureau de la concurrence du Canada.

6. Si l'entrepreneur ou sa société mère, ses filiales ou ses autres affiliées ne demeurent pas libres et quittes des accusations ou des condamnations décrites aux paragraphes 2 et 3 au cours de la période du contrat, le Canada se réserve le droit de résilier le contrat pour manquement, conformément aux dispositions du contrat en la matière.

## APPENDICE 1 - ÉNONCÉ DES TRAVAUX

No subcontracting except for the following:

- a. Sand Slurry Sea
- b. Crack filling and Sealing
- c. Concrete Curb

Section 01005 - General

### 1. Description of Work

The work under this standing offer comprises the furnishing of all labour, materials, and equipment required for the supply and installation of hot bituminous asphalt and related materials, materials for paving, road repairs, and resurfacing as directed by the Departmental Representative or specified in the specifications. The work will be carried out within various areas of the Esquimalt Graving Dock, Victoria, BC.

### 2. Work Included

Work covered in this standing offer includes but is not necessarily confined to the following:

Asphalt concrete priming, paving, and road repairs;  
Raising of existing manhole and valve box frames and covers as required; and  
Site preparation, including excavation, scarifying, and grading

### 3. Documents Required

Maintain at job site one copy each of the following:

Drawings;  
Specifications;  
Addenda;  
Change Orders;  
Other modifications;  
Field test reports;  
Copy of approved work schedule

### 4. Contractor's Use of Sites

Obey posted speed limits.

Movement around the sites is subject to security as laid down by PWGSC. Ensure that all such regulations are strictly adhered to.

Observe and enforce construction safety measures required by Canadian Construction Safety Code, Provincial Government, Workers' Compensation Board, and municipal statutes and authorities.

In event of conflict between any provisions of above authorities, the most stringent provision will apply.

Supply to the Esquimalt Graving Dock Security Officer a list of employees on the job site, if requested.

Store materials and equipment where directed by the Departmental Representative.

Park vehicles where directed by the Departmental Representative.

Comply with the requirements of the Esquimalt Graving Dock Fire Service

Do not unreasonably encumber site with materials or equipment.

Maintain site in a tidy condition.

## 5. Codes and Standards

Throughout the various sections and sub-sections of this specification, reference is made to domestic, national, and international standards. These standards shall be considered an integral part thereof and shall be read in conjunction with the drawings and specifications as if they were reproduced herein. The Contractor shall be fully familiar with their contents and requirements. The latest editions of all standards shall be applicable, unless a specifically dated edition is mentioned.

Master Municipal Construction Documents (MMCD) Volume 2, latest edition, shall be used where material and workmanship items are not covered within these specifications.

When reference is made to certain detailed drawings, catalogues, or similar related data as published by equipment suppliers, the Contractor shall be solely responsible for obtaining these from the described sources or equal products which fulfil the intent of the Contract.

## 6. Drawings and Specifications

The documents are intended to complement each other. Any work or material shown on drawings or sketches provided even if not particularly described in the specifications, or vice versa, is to be done and/or supplied by the Contractor as if it were both shown and specified.

All parties will obtain for themselves any and all information necessary for the proper execution of the work covered by the plans and specifications, respecting all work required to be done before operations can be started. The Contractor will make allowance for work required to remove or relocate any obstruction in order to commence operations.

Departmental Representative may furnish additional drawings to assist proper execution of work. These drawings will be issued for clarification only. Such drawings shall have same meaning and intent as if they were included with plans referred to in Call up documents.

## 7. Power and Water Supply

PWGSC can provide, free of charge, temporary electric power and water for construction purposes. Departmental Representative shall determine delivery points and quantitative limits. Departmental Representative's written permission is required before any connection is made. Connect to existing power supply in accordance with Canadian Electrical Code.

Provide, at no cost to PWGSC, all equipment and temporary lines to bring these services to project site.

Supply of temporary services by PWGSC is subject to PWGSC Site Representative any time without notice without acceptance of any liability for damage or delay caused by such withdrawal of temporary services.

## 8. Acceptability of Materials

The acceptance of materials other than those specified shall be determined by the Esquimalt Graving Dock Departmental Representative.

Requests for acceptance of non-specified materials shall be submitted in writing to  
Esquimalt Graving Dock Departmental Representative  
Esquimalt Graving Dock  
825 Admirals Rd  
Esquimalt, BC, V9A 2P1

The request must be supported with sufficient product information to enable the Departmental Representative to make an assessment.

#### 9. Co-ordination

The Contractor shall be responsible for the satisfactory completion of each call-out and shall be responsible for the co-ordination of the work of all sub-contractors

#### 10. Protection of Existing Works

The Contractor will acquaint himself with the locations of all existing service lines, water, sewer, power, telephone, and building foundations, etc. He will be held responsible for and will make good any damage he may cause to them. Where required, adequate shoring or protection works to the approval of the Departmental Representative will be provided by the Contractor.

#### 11. Existing Services

Where unknown services are encountered, immediately advise Departmental Representative and confirm findings in writing.

#### 12. Administration

The Contractor will administer the project in a manner that will ensure at all times full compliance with the regulations of all applicable safety codes.

Do not unreasonably encumber site with material and equipment.

Do not close any lanes of road without approval of the Departmental Representative.

#### 13. Site Damage

The Contractor will make good any damage to existing structures and facilities at the site, or adjacent sites, resulting from his operation under Contract.

#### 14. Setting Out of Work

Assume full responsibility for and execute complete layout of work to locations, lines, and elevations indicated. Provide devices needed to lay out and construct work. Supply such devices as straight edges & templates required to facilitate Departmental Representative's inspection of work.

#### 15. Fire Safety Requirements

Fires and burning of waste materials will not be permitted on site.

Blockage of Roadways: The Fire Chief shall be advised of any work that would impede fire apparatus response. This includes violation of minimum overhead clearance as prescribed by the Fire Chief, erecting of barricades, and the digging of trenches.

Reporting Fires: Know the location of the nearest fire alarm box and telephone, including the emergency telephone number. Report immediately all fire incidents to the fire department as follows: Activate nearest fire alarm box; or telephone 9-911 (Emergency only on EGD phones) or 911 (Emergency only on non-EGD phones). Person activating fire alarm box shall remain at the box to direct fire department to scene of fire. When reporting a fire by telephone, give location of fire, name or number of building, and be prepared to verify the location. Questions and/or Clarification: Any questions or clarification on fire safety in addition to the above requirements shall be directed to and cleared through the Fire Chief.

#### 16. Protection of Public Traffic

Comply with requirements of Acts, Regulations, and By-laws in force for regulation of traffic and use of roadways upon or over which it is necessary to carry out work or haul materials or equipment.

When working on travelled way:

Place equipment in position to present minimum interference and hazard to travelling public.

Keep equipment units as close together as working conditions will permit and preferably on same side of travelled way.

Do not leave equipment on travelled way overnight

#### 17. Informational and Warning Devices

Provide and maintain signs and other devices required to indicate construction activities or other temporary and unusual conditions resulting from project work which may require road user response.

Supply and erect signs, delineators, barricades, and miscellaneous warning devices as specified in Part D, Temporary Condition Signs and Devices, of Manual of Uniform Traffic Control Devices for Canada.

Continually maintain traffic control devices in use by:

Checking signs daily for legibility, damage, suitability, and location.

Clean, repair or replace to ensure clarity and reflectance.

Removing or covering signs which do not apply to conditions existing from day to day.

#### 18. Control of Public Traffic

Provide competent flag men, properly equipped as specified in Manual of Uniform Traffic Control Devices for Canada in following situations:

When public traffic is required to pass working vehicles or equipment which may block all or part of travelled roadway.

When it is necessary to institute one-way traffic system through construction area or other blockage where traffic volumes are heavy, approach speeds are high, and traffic signal system is not in use.

When workers or equipment are employed on travelled way over brow of hills, around sharp curves, or at other locations where oncoming traffic would not otherwise have adequate warning.

#### 19. Measurement for Payment

Notify Departmental Representative sufficiently in advance of operations to permit required measurements for payment.

#### 20. Permits

The Contractor shall obtain permits applicable to this project, pay all fees, therefore, and comply with all Provincial, Municipal, and other legal regulations and by-laws applicable to the work. The latest edition of the National Building Code shall be complied with except where the requirement is in variance with that of the local by-laws, in which case the stricter requirements shall govern.

#### 21. Debris

The Contractor shall remove all debris and waste materials from the premises as often as necessary to prevent accumulation of waste materials.

22. Disposal of Surplus Material All materials left over from work required in this standing offert, unless specifically detailed in the following operations, shall become the property of the Contractor who must promptly remove same from the premises.

#### 23. Clean Up

On completion of the work, the Contractor will remove all temporary buildings and offices, remove all debris, rubbish, and excess material from the PWGSC property, clean up the site, and leave same neat and tidy to the satisfaction of the Departmental Representative.

### Section 01410 - Testing Laboratory Services

#### 1. Related Requirements Specified Elsewhere

Particular requirements for inspection and testing to be carried out by testing laboratory designated by Departmental Representative are specified under various sections.

#### 2. Appointment and Payment

Departmental Representative will appoint and pay for services of testing laboratory except for the following: Inspection and testing required by-laws, ordinances, rules, regulations, or orders of public authorities; Inspection and testing performed exclusively for Contractor's convenience; Testing, adjustment & balancing of conveying systems, mechanical/electrical equipment, & services; Mill tests and certificates of compliance; Tests specified to be carried out by Contractor under the supervision of Departmental Representative. Where tests or inspections by designated testing laboratory reveal work or materials not in accordance with Contract requirements, Contractor shall pay costs for additional tests or inspections as Departmental Representative may require to verify acceptability of corrected work or materials.

### 3. Contractor's Responsibilities

Furnish labour and facilities to:

Provide access to work to be inspected and tested;

Facilitate inspections and tests;

Make good work disturbed by inspection and test; and

Provide storage on site for laboratory's exclusive use to store equipment and cure test samples.

Notify Departmental Representative sufficiently in advance of operations to allow for assignment of laboratory personnel and scheduling of test.

Where materials are specified to be tested, deliver representative samples in required quantity to testing laboratory.

Pay costs for uncovering and making good work that is covered before required inspection or testing is completed and approved by Departmental Representative.

#### Section 02512 - Hot Mix Asphaltic Concrete Paving

##### General 1. Related Work Specified Elsewhere

Asphalt Prime and Overlay Fabric: Section 02546. Raising of Manholes and Valve Box Frames and Covers: Section 02726.

##### 2. Inspection and Testing of Materials

The Departmental Representative may if he so desires, inspect any paving plant, crusher, gravel pit, or other facility that contributes to the manufacture and supply of materials used in this Contract to ensure that preparation and quality of material meet generally accepted standards of the industry and the requirement of this specification. Sampling and testing of any material used in this Contract shall be conducted at any time deemed necessary by the Departmental Representative. Any sampling and testing of material required by the Departmental Representative shall be carried out at the expense of Public Works and Government Services Canada (PWGSC).

##### 3. Material Certification

Upon request, submit manufacturer's test data and certification that asphalt cement meets requirements of this section.

##### 4. Protection

Keep vehicular traffic off newly paved areas until paving surface has cooled below 38o C.  
Do not permit stationary loads on pavement until twenty-four (24) hours after placement.  
Maintain access routes past construction areas on existing roadways and suitable protection of newly paved surfaces.

##### 5. Work Included

Preparation of areas to be repaired and/or paved, including gravel base preparation, grading, milling existing pavement, and excavation.

Surfacing of areas with bituminous asphaltic materials.

Pavement crack filling.

## Products

### 1. Materials

All materials are to be "acceptable"; see paragraph 8 of Section 01005, General Instructions.

Aggregates Granular Base: crushed granular material to following requirements: Gradation to be within following limits when tested to ASTM C136-84 and ASTM C117-87 giving a smooth curve without sharp breaks when plotted on a semi-log chart.

ASTM Sieve Designation	% Passing	ASTM Sieve Designation	% Passing
19 mm	100	1.18	16 - 42
12.5	75 - 100	0.6	8 - 30
9.5	60 - 90	0.3	5 - 20
4.75	40 - 70	0.07	2 - 8
2.36	27 - 55		

Liquid limit - ASTM D4318-84, Maximum 25.

Plasticity Index: ASTM D4318-84, Maximum 6.

Los Angeles Abrasion: ASTM C131-87, Gradation "A", Maximum % loss by weight: 45.

Crushed fragments: At least 60% of fragments within sieve size ranges to have at least one freshly fractured face:

Passing	Retained on
9.0 mm	to 4.75 mm

CBR: Minimum 80, ASTM D1883-87, when compacted to 100% of ASTM D1557-78.

Granular Sub-Base: Well graded material with a 75 mm nominal maximum aggregate size conforming to the following gradation limits:

ASTM Sieve Designation	% Passing	ASTM Sieve Designation	% Passing
75 mm	100	0.150 mm	0 - 15
25 mm	50 - 85	0.075 mm	0 - 8

Natural material meeting the gradation of pit-run material may be used as back fill on the approval of the Departmental Representative.

Asphaltic cement: to CGSB 16.3 – M90, 80 - 100 grade.



Mineral Aggregate Mixes All mineral aggregate mixes used in this Contract shall conform to the requirements of the Master Municipal Construction Documents (MMCD), Volume II as follows (unless otherwise indicated, the normal paving mix shall be Upper Course #2).

#### Upper Course #1

ASTM Sieve Designation	% Passing	ASTM Sieve Designation	% Passing
19 mm	100	1.18	27 - 46
12.5	84 - 99	0.6	18 - 36
9.5	73 - 88	0.3	10 - 26
4.75	50 - 68	0.15	4 - 17
2.36	35 - 55	0.07	3 - 8

#### Upper Course #2:

ASTM Sieve Designation	% Passing	ASTM Sieve Designation	% Passing
12.5	100	1.18	28 - 47
9.5	---	0.6	20 - 36
4.75	55 - 75	0.3	10 - 26
2.36	38 - 58	0.15	4 - 17
		0.07	3 - 8

#### Fine Mix

ASTM Sieve Designation	% Passing	ASTM Sieve Designation	% Passing
9.5 mm (3/8")	100	0.600 mm (No. 30)	32 - 60
4.75 mm (No. 4)	80 - 100	0.300 mm (No. 50)	16 - 42
2.36 mm (No. 8)	64 - 89	0.150 mm (No. 100)	6 - 23
1.18 mm (No. 16)	48 - 76	0.075 mm (No. 200)	4 - 10

#### Mix Design

Job mix formula to be approved prior to commencement of the work;  
Design of mix: by Marshal method to requirements below and as directed;  
Compaction blows on each face of test specimens: 75;

#### Mix physical requirements

Property	Minimum	Maximum
Marshall Stability @ 60°C kN min.	5.5	-
Flow Value, mm	2	4
Air Voids in Mixture, %	3	5
Voids in Mineral Aggregate, % min.	14	-
Index of Retained Stability, % min.	75	-

Asphalt Curbs Upper Course #2 mineral aggregate mix shall be used. Machine place where practical. All work shall be in accordance with MMCD and these specifications.

Paving Plant and Mixing Requirements The plant used by the Contractor for the preparation of hot mix asphaltic concrete material shall conform to the requirements for Mixing Plants for Hot Mix, Hot-Laid Bituminous Paving Mixtures ASTM Specification D995 - latest edition. Mixing temperatures and times shall conform to the recommended procedures outlined in the Asphalt Institute's "Asphalt Plant Manual"

(MS-3). The plant shall be so designed and co-ordinated as to produce a uniform mixture within the specifications.

### Crack Filling Compound

Rubberized asphalt sealant conforming to ASTM D1190.  
Standard of acceptance: "Bakor 590-13A".

### Execution

1. Compaction Requirements Granular Base & Sub - Base material & existing gravel surfaces shall be compacted to a density of not less than 98% modified Proctor density in accordance with ASTM D1557. Asphaltic concrete pavement shall be compacted to a density of not less than 97% of the density obtained with Marshall specimens prepared from samples of the mix. Such samples may be taken at any time at the discretion of the Departmental Representative.

### 2. Preparation - General

When indicated, remove existing pavement as indicated in Part 3.

Repair failed areas to Part 3 and/or Part 4

Adjust tops of manholes, catch-basins, valve boxes, etc. to suit finished grade to Section 02726.

Place levelling courses to correct depressions and other low areas.

Apply prime coat and overlay fabric where indicated in accordance with Section 02546 prior to paving.

Prior to laying mix, clean surfaces of loose and foreign material.

Cut out all broken edges of potholes and other areas of badly damaged asphalt requiring repairs prior to overlay to the extent indicated.

Cut existing asphalt with pneumatic spade or other devices that will provide a clean, true, smooth edge.

Remove pavement that overhangs excavated areas prior to placing granular base material and compacting.

### 3. Preparation of Paved Areas to be Overlaid or Repaired

Areas which contain severe alligator cracking or unsatisfactory and rough cold patching shall be removed to the extent indicated and as directed by the Departmental Representative prior to new asphalt and replaced as follows:

Where the existing sub-grade material is both granular, satisfactory, and is 80 mm or less in depth, the Contractor shall fill the excavation completely with compacted asphalt, otherwise fill with compacted Granular Base to within 80 mm of the existing asphalt surface and the top 80 mm filled with compacted asphalt.

Where the existing sub-grade material is non-granular but satisfactory, the Contractor shall place and compact a minimum 100 mm layer of Granular Base followed by 80 mm (minimum) of asphalt.

---

Where the existing sub-grade material is unsatisfactory, the Contractor shall remove the unsatisfactory material until a solid base containing satisfactory material is reached. If the overall depth of excavation is 80 mm or less, the whole excavation shall be filled with compacted asphalt. If the depth of excavation exceeds 80 mm, the Contractor shall place and compact a minimum of 100 mm of Granular Base to within 80 mm of the existing asphalt surface. The top 80 mm of excavation shall be filled with compacted asphalt.

Areas to be repaired without an overlay shall be prepared as above and shall match adjacent grade. Edges shall be sealed with SS-1 (COLAs) primer to Section 02546.

#### 4. Preparation, Scarifying, and Grading of Unpaved Areas prior to Paving

Where topsoil and grass are present in areas that are to be paved, the Contractor shall scarify and remove all vegetation and topsoil to a depth of 200 mm (minimum) below finished pavement elevation or until satisfactory sub-grade material is reached.

The Contractor shall then place and compact a 150 mm thick (minimum) layer of Granular Base over the entire area to be paved, to the satisfaction of the Departmental Representative. This surface shall be shaped, graded, and compacted prior to application of bituminous primer.

If the Contractor, while excavating material or preparing the sub-grade, bares any tree roots, he shall notify the Departmental Representative and proceed as directed.

#### 5. Preparation of Gravelled Areas prior to Paving

Where, in the opinion of the Departmental Representative, existing gravelled areas to be paved are suitable for use as a base, the Contractor shall prepare the surface for paving by grading and sweeping all loose material from the surface, filling all voids with Granular Base material and compacting all soft areas to the required density.

Correct depressions, failed areas, and other irregularities to the approval of Departmental Representative before beginning paving operations.

#### 6. Milling of Asphalt Pavement

Remove existing pavement surface in areas shown using a milling machine to the depth indicated and dispose off PWGSC property.

Remove asphalt pavement down to concrete surface in areas where concrete road base is present.

Ensure a minimum of 40 mm is removed at curb-line or at boundary of existing pavement.

Remove sufficient material (including high spots) to re-profile the road in order to achieve a 2% crown at centre line allowing for the required thickness of new asphalt paving.

Where a 2% crown is not practical, follow existing grades and remove sufficient material to accommodate the required thickness of new pavement.

Repair failed areas upon completion of pavement milling to Part 3.

#### 7. Equipment

Pavers Mechanical grade controlled self-powered pavers for truck-towed pavers capable of spreading mix within specified tolerances, true to line, grade and crown indicated.

Rollers Sufficient number of rollers of type and weight to obtain specified density of compacted mix.

#### Haul Trucks

Of adequate size, speed & condition to ensure orderly and continuous operation as follows:

Boxes with tight metal bottoms;

Covers of sufficient size and weight to completely cover and protect mix when truck is fully loaded;

In cool weather or for long hauls, insulate entire contact area of each truck box;

Trucks which cannot be weighed in a single operation on scales supplied will not be accepted

#### Hand Tools

Lutes or rakes with covered teeth during spreading and finishing operations;

Tamping irons having mass not less than 12 kg and a bearing area not exceeding 310 cm<sup>2</sup> for compacting material along curbs, gutters, and other structures inaccessible to roller. Mechanical compaction equipment, when approved by Departmental Representative, may be used instead of tamping irons;

Straight edges 4.5 mm in length, to test finished surface.

### 8. Transportation of Mix

Transport mix to job site in vehicles cleaned for foreign material.

Paint or spray truck-beds with light oil, lime water, soap, or detergent solution at least once a day as required. Elevate truck-bed and thoroughly drain. No excess solution will be permitted. Do not use gasoline or similar products.

Schedule delivery of material for placing in daylight, unless Departmental Representative approves artificial light. Deliver material to paver at a uniform rate and in an amount within capacity of paving and compacting equipment.

Deliver loads continuously in covered vehicles and immediately spread and compact. Deliver and place mixes at a temperature within range directed, but not less than 125o C.

### 9. Placing Mix

The mixtures shall only be laid upon a base and under weather conditions approved by the Departmental Representative; the surface of the base must be dry. Prior to the delivery of mixture on their work, the prepared base shall be cleaned of all loose or foreign material. Except by permission of the Departmental Representative, no mixture shall be laid down when the air temperature is below 5o C.

Spread and strike off mixture with self-propelled mechanical finisher.

Construct longitudinal joints and edges true to line markings. Lines for paver to follow will be established by Departmental Representative parallel to centreline of proposed pavement. Position and operate paver to follow established line closely.

If segregation occurs, immediately suspend spreading operation until cause is determined and corrected.

Correct irregularities in alignment left by paver by trimming directly behind machine.

Correct irregularities in surface of pavement course directly behind paver. Remove by shovel or lute excess material from high spots. Fill and smooth indented areas with hot mix. Do not broadcast material over such areas.

Do not throw surplus material over such areas.

Do not place hot-mix asphalt when pools of standing water exist on surface to be paved, during rain, or when surface is damp.

When hand spreading is used:

Wood or steel forms, approved, and rigidly supported to assure correct grade and cross-section may be used. Use measuring blocks and intermediate strips to aid in obtaining required cross-section.

Distribute material uniformly. Do not broadcast material.

During spreading operation, thoroughly loosen and uniformly distribute material by lutes or covered rakes. Reject material that has formed into lumps and does not break down readily.

Following placing and before rolling, check surface with templates and straightedges, and correct irregularities.

Provide heating equipment to keep hand tools free from asphalt. Avoid high temperatures which may burn material. Do not use tools at a greater temperature than temperature of mixing being placed.

Repair potholes, voids, and depressions by placing and compacting the prescribed Mineral Aggregate Mix as noted on the drawings or as directed by the Departmental Representative on site. The Contractor shall grade, shape, and compact the new asphalt to the lines and grades matching the surrounding and/or adjoining asphalt surfaces.

Skin patching on top of existing asphalt shall have a thickness of 25 mm (minimum) over the deteriorated asphalt and shall be feathered out beyond the limits of such deterioration's a minimum of 200 mm. Fine Mix shall be used for all skin patching.

Unless otherwise specified, Upper Course #2 Mineral Aggregate Mix shall be the normal paving mix for all overlays and surface courses where specified.

Upper Course #1 Mineral Aggregate Mix shall be used for heavy industrial applications and base courses where specified.

## 10. Compacting

Roll asphalt continuously to a density not less than 97% of density obtained with Marshall specimens prepared from samples of mixture being used.

General:

Provide at least two rollers and as many additional rollers as necessary to achieve specified pavement density. When more than two rollers are required, one roller must be pneumatic-tired type.

Start rolling operations as soon as placed mixture can bear weight of roller without undue placement of material or cracking of surface.

Operate roller slowly initially to avoid displacement of material. For subsequent rolling do not exceed 5 km/h for steel-wheeled roller and 8 km/h for pneumatic-tired rollers.

Overlap successive trips of roller by at least one half width of roller and vary trip length.

Keep wheels of roller slightly moistened with water to prevent pickup of material but do not over water.

After longitudinal joints and edges have been compacted, start rolling longitudinally at low side and progress to high side.

Where rolling causes displacement of material, loosen effected areas at once with lutes or shovels and restore to original grade of loose material before re-rolling.

Do not permit heavy equipment or rollers to stand on finished surface before it has been compacted and has thoroughly cooled.

Breakdown rolling:

Commence breakdown rolling with steel wheel rollers immediately following rolling of longitudinal joint and edges.

Operate rollers as close to paver as necessary to obtain adequate density without causing undue displacement.

Operate breakdown roller with drive roll or wheel nearest finishing machine. Exceptions may be made when working on steep slopes or super-elevated sections.

Use only experienced roller operators for this work.

Second Rolling:

Use pneumatic-tired, steel wheel or vibratory rollers and follow breakdown rolling as closely as possible and while paving mix temperature allows maximum density from this operation. Rolling shall be continuous after initial rolling until mix placed has been thoroughly compacted.

Finish Rolling:

Accomplish finish rolling with two-axle or three-axle tandem steel wheel rollers while material is still warm enough for removal of roller marks. If necessary to obtain desired surface finish, Departmental Representative will specify use of pneumatic-tired rollers. Conduct rolling operations in close sequence. When temperature of surface on which material is to be placed falls below 10o C, provide extra rollers as necessary to obtain required compaction before cooling.

## 11. Joints General

Trim to vertical face to provide true surface and cross-section against which new pavement may be laid. Remove loose particles.

---

Paint joint face with thin coat of hot asphalt cement or preheat joint face with approved heater prior to placing fresh mixture.

Overlap previously laid strip with spreader by 100 mm.

Remove surplus material from surface of previously laid strip. Do not dispose on surface of freshly laid strip.

Paint contact surfaces of existing structures such as manholes, curbs, or gutters with bituminous material prior to placing adjacent pavement, if required.

Transverse Joints:

Construct and thoroughly compact transverse joints to provide a smooth riding surface.

Stagger joint locations minimum 2 M.

Longitudinal Joints: Before rolling, carefully remove & discard coarse aggregate in material overlapping joint w/ lute/rake. Roll longitudinal joints directly behind paving operation. When rolling, shift roller over onto previously placed lane in order that not more than 150 mm of roll rides on edge of newly laid lane, then operate roller to pinch and press fines gradually across joint. Continue rolling until a thoroughly compacted need joint is obtained. Offset longitudinal joints in succeeding lifts by at least 150 mm. Construct feather joints so that thinner portion of joint contains fine-graded material obtained by changed mix design or by raking out coarse aggregate in mix. Place and compact joint so that joint is smooth and without visible breaks in grade. All joints contacting existing pavement shall be sealed using SS-1 (COLAs) primer.

## 12. Finish Tolerances

Finished asphalt surface to be within 5 mm of design elevation but not uniformly high or low. Finished asphalt surface not to have irregularities exceeding 5 mm when checked with a 4.5 M straight edge place in any direction.

## 13. Defective Work

Correct irregularities, which develop before completion of rolling by loosening surface mix and removing or adding material as required. If irregularities or defects remain after final compaction, remove surface coarse promptly and lay new material to form a true and even surface and compact immediately to specified density. Repair areas showing checking or hairline cracking.

## 14. Asphalt Curb Construction

Apply a tack coat to Section 02546 to the strip of asphalt surface upon which the curb is to be placed. The curb shall be laid by means of an approved mechanical curb laying machine and shall be formed by the extrusion of the hot mixture under pressure through moulds conforming to the required cross-section. The machine shall follow a line out on the existing pavement and the curb laying machine must be capable of laying the curb to a smooth, true line, both on tangents and radii. Unsatisfactory areas or gaps in the extruded curb shall be re-laid immediately such defects appear. Irregularities in alignment which produce an unsightly and unworkman like job shall be considered unsatisfactory. At least 75 mm asphalt road surface shall extend beyond the back of any new curb unless otherwise specified by the Departmental Representative. Drainage outlets shall be constructed where ordered by the Departmental Representative by making openings through the curbs and paving with asphaltic mixture; the gutter so

formed from the curb to the site ditch shall be installed on the shoulder of the road and down the slope of the fill. These irregularities shall be made in such a manner to facilitate the removal of the water without subsequent damage to the foundation of the road.

#### 15. Pavement Crack Filling

Maximum crack width to be filled with rubberized asphalt crack filler is 12.5 mm. Fill cracks greater than 12.5 mm in width using Fine Mix. Ensure cracks filled with the mineral aggregate mix are tack coated.

Follow manufacturer's instructions for application of crack filling material.

Remove all grass and debris from cracks by suitable means. Clean loose material from cracks with oil-free compressed air applied to a minimum pressure of 690 kPa to a minimum depth of 25 mm. Dispose of material removed from cracks off site.

Heat filler to temperatures not exceeding 200o C, or as specified by manufacturer, using suitable propane-filled double-walled kettle complete with draw-off spout and thermometers.

Fill all cracks within areas indicated by approved methods. Cracks to be clean and dry before filling. Fill cracks when air temperature is above 10o C, the daily low temperature does not fall below 5o C, and no rain is forecast. Fill cracks totally to a level flush with existing pavement. Due to shrinkage of crack filler, two or more applications may be required. Material shall be placed so as to overfill the crack and excess material struck off using a squeegee. The material shall be beaded directly over the crack and feathered out to overlap the adjacent pavement surface a minimum of 40 mm each side of the crack. Remove and dispose of excess material off site.

Dust completed seal with an approved material to eliminate surface tackiness if setting up period interferes with traffic control; otherwise prevent any traffic from using the area for twenty-four (24) hours after crack filling

#### Section 02546 - Asphalt Prime and Overlay Fabric

General: 1. Related Work Specified Elsewhere Hot Mix Asphalt Concrete Paving: Section 02512.

2. Samples Provide access for Departmental Representative to sample material actually incorporated into work as required.

3. Material Certification Upon request, submit manufacturer's test data and certification that asphalt prime material meets requirements of this Section.

#### Products

1. Materials: Bituminous primer to conform to one of the following: Cutback type to CAN2-16.1-M89, Type 4 RM20; Cutback type to CGSB 16.1-M89, MC-30; Emulsion type to CAN2-16.2-M89, SS-1

Overlay Engineering Fabric Non-woven polypropylene fabric;

Standard of Acceptance: Amopave Overlay Engineering Fabric.

Tack coat for overlay fabric: to CGSB 16.3-M90, liquid asphalt 80-100 grade.

#### Execution



Equipment Pressure Distributor Distributor to be so designed, equipped, maintained, and operated that asphalt material at even temperature may be applied uniformly on variable widths of surface up to 5 M at readily determined and controlled rates from 0.2 to 5.4 L/M2 with uniform pressure and with an allowable variation from any specified rate not exceeding 0.1 L/M2 . Capable of distributing asphalt material in a uniform spray without atomisation at temperature required. Equipped with a meter registering meters of travel per minute visibly located to enable truck driver to maintain constant speed required for application at specified rate. Pump equipped with flow meter registering 5L units or less per minute passing through nozzles & readily visible to operator. Pump shall operate a separate power unit independent of truck power unit. Equipped w/ easily read, accurate & sensitive device which registers temperatures of liquid in reservoir. Equipped with accurate volume measuring device or calibrated tank.

## 2. Preparation

Ensure the surfaces to be primed have been prepared to the satisfaction of the Departmental Representative.

Sweep clean all dirt and debris from existing paved surfaces to be tack coated.

## 3. Primer and Tack Coat Application

Obtain Departmental Representative's approval of granular base surface before applying asphalt prime. Primer:

Apply prime to granular base at a rate of 1.8 L/M2.

Apply prime to existing asphalt surfaces at a rate of 0.55 L/M2.

Tack Coat:

Heat asphalt liquid asphalt to 140 - 150o C for pumping and spraying.

Apply to existing asphalt surfaces to be overlaid with fabric at a rate of 1.2 L/M2.

Apply on a dry surface unless otherwise directed.

Paint contact surfaces of curbs, gutters, headers, manholes, and like structures with a thin, uniform coat of asphalt material.

Do not apply prime when air temp is less than 5o C or when rain is forecast within two (2) hours.

Prevent overlap at junction of spreads.

Avoid priming surfaces that will be visible when paving is complete.

Correct areas not sufficiently covered.

Seal along edges of patches and feathered edges where they meet existing asphalt with SS-1 (COLAs) primer (minimum width 100 mm).

Keep traffic off primed areas until asphalt prime has cured.

Permit prime to cure before placing asphalt paving mixtures.

#### 4. Overlay Fabric Installation

Follow manufacturer's installation instructions ensuring sufficient overlap at joints and eliminating all wrinkles.

All joints shall be overlapped a minimum of 100 mm in the direction of paving. Apply additional tack coat to joints to ensure proper bonding.

Install fabric in areas indicated immediately following the application of the tack coat.

Ensure good contact with tack coat and minimize traffic on the installed fabric.

Allow tack coat to cure and hold fabric in place before commencing paving operations.

#### Section 02726 - Raising of Manhole, Catch Basin & Valve Box Frames / Covers

GENERAL: 1. Related Work Specified Elsewhere

Hot Mix Asphaltic Concrete Paving: Section 02512.

#### 2. Work Included

The work of this section comprises the furnishing of all labour, materials, and equipment required to carry out all raising of catch basins, manhole and valve box frames, and covers, as shown on the drawings and/or in the specification.

### Products

#### 1. Materials

All materials are to be "acceptable"; see paragraph 8 of Section 01005, General Instructions.

Portland Cement: to CAN3-A5-M89.

Water: to CAN3-A23.1-94.

Aggregates: to CAN3-A23.1-94. Coarse aggregates to be normal density.

Air Entraining Admixture: to CAN3-A266.1-M78.

Chemical Admixtures: to CAN3-A266.2-M78. Departmental Representative to approve accelerating or set retarding admixtures during cold and hot weather placing.

Use of calcium chloride not permitted.

Curing: to CAN3-A23.1-94. Moist cure exposed concrete for minimum seven/7 days or use curing compound.

Concrete curing and cold weather requirements: Curing and cold weather requirements for all concrete used in this contract shall be in accordance with CAN3-A23.1-94.

Forms: All forms in this Contract shall conform to the requirements of CAN3-A23.1-94.

## 2. Concrete Mix

Proportion normal density concrete in accordance with CAN3-A23.1-94. Alternative 1 to give the following properties:

Use Type 10 cement.

Minimum compressive strength at 28 days: 32 Mpa.

Minimum cement content: 300 kg/M3.

Class of exposure: C-2.

Nominal size of coarse aggregate: 20 mm.

Slump at time and point of discharge: 80 mm + 20 mm.

Air content: 5% - 8%.

Maximum water/cement ratio: 0.45.

## Execution

### Raising of Manhole, Catch Basin, and Valve Box Frames and Covers

All manhole and valve box frames and covers to be raised as directed on the site by the Departmental Representative and shall be reset to finished grade by the Contractor.

The Contractor shall raise all manhole and valve box frames and covers by inserting concrete collars, bricks, and shims between existing concrete and frame until the desired elevation is reached. 20 MPa concrete shall then be applied around bricks between frame and existing concrete. In placing the concrete, the Contractor shall ensure that no excess concrete is allowed to fall into any sump and be left to harden on any valve or drainage facility. Access dimensions with any manhole, catch basin, or valve box shall not be impeded by new concrete.

Where new concrete joins existing concrete, the Contractor shall dampen the existing concrete and apply a coat of cement slurry immediately before placing the new concrete.

The new concrete must set for three (3) days before traffic and paving occurs.

## APPENDICE 2 - FORMULAIRE DE PROPOSITION DE PRIX

- .1 Chaque article précisé dans le barème de prix unitaires comprend les salaires, les frais de déplacement, les allocations, la surveillance, les responsabilités en tant qu'employeur, les assurances et l'utilisation d'outils, etc., les coûts indirects, les bénéfices et toute autre obligation financière.
- .2 Le matériel non précisé sera remboursé au coût net et sera appuyé par des factures auxquelles on ajoutera la marge bénéficiaire établie à la section 4 de la présente offre. «Coût net» désigne tout montant raisonnablement et dûment engagé par l'offrant pour les matériaux requis par les travaux, et comprend les frais d'emballage, de traitement et de livraison moins les escomptes accordés à l'offrant. La marge bénéficiaire de l'offrant pour le matériel précisé comprend les coûts indirects, les bénéfices et toutes autres dépenses
- .3 Les prix inscrits dans la section de la présente offre comprennent l'ensemble des taxes fédérales, provinciales et municipales.
  - .1 Toutefois, ils ne comprennent pas les montants relatifs à la taxe sur les produits et services (TPS) ni à la taxe de vente harmonisée (TVH). Les montants appropriés de TPS/TVH seront versés par Sa Majesté à l'offrant en plus des montants précisés dans le contrat. L'offrant devra verser la somme appropriée à l'Agence du revenu du Canada conformément aux lois en vigueur
  - .2 La somme versée par Sa Majesté pour l'équipement spécial de l'offrant qui n'est pas couvert par le barème de prix unitaires, mais qui est requis sur le lieu du travail, ne dépassera pas les coûts de location sur place ou les taux demandés par l'association locale de construction pour de tels équipements, selon le plus bas prix.
  - .3 Les taux horaires exigés dans l'offre et l'acceptation pour des types de services précis correspondront au coût total des travaux à exécuter, y compris, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit:
    - .1 main-d'œuvre, y compris la supervision, les indemnités et l'assurance de responsabilité civile;
    - .2 temps de déplacement;
    - .3 transport/dépenses d'automobile;
    - .4 outils;
    - .5 coûts indirects et le profit;
    - .6 tout frais accessoire autre que l'achat de matériel et de pièces de rechange lié à la main-d'œuvre

### 4. PRIX

L'offrant convient que les prix établis dans le tableau ci-dessous sont ceux mentionnés.

#### 4.1 Barèmes de prix unitaires - Taux

##### BARÈME A) Années un et deux

Article	Asphaltage de mélange de béton asphaltique chaud <i>Nota: Les taux d'usinage doivent comprendre le transport des matériaux hors site.</i>	Utilisation estimative	Prix fermes	Extension
1	Fournir et placer à main les réparations à chaud	500 tonnes	\$ par tonne	\$
2	Fournir et placer mécaniquement l'asphalte bitumineux chaud (secteurs inférieurs à 1 000 m2)	160 tonnes	\$ par tonne	\$
3	Fournir et placer mécaniquement l'asphalte bitumineux chaud (secteurs supérieurs à 1 000 m2)	340 tonnes	\$ par tonne	\$
4	Broyage de revêtement asphaltique, profondeur moyenne de 25 mm (0-250 m2)	200 M2	\$ par m2	\$
5	Broyage de revêtement asphaltique, profondeur moyenne de 50 mm (251-500 m2)	800 M2	\$ par m2	\$
6	Broyage de revêtement asphaltique, profondeur moyenne de 75 mm (500-1 500 m2)	1 000 M2	\$ par m2	\$
7	Broyage de revêtement asphaltique, profondeur moyenne de 75 mm (plus de 1 500 m2)	1 000 M2	\$ par m2	\$
8	Scarifier et enlever l'asphalte brut/brisé, le béton, la terre végétale, l'excédent de gravier et les matériaux de base; niveler ces secteurs avant d'appliquer à nouveau des matériaux de base ou l'asphalte bitumineux chaud. Comprend la stérilisation du sol sur demande.	700 M2	\$ par m2	\$
9	Nivellement et roulage de la base de gravier existante.	570 M3	\$ par m3	\$
10	Fournir, installer et compacter le remblai de type 1.	120 M3	\$ par m3	\$
11	Fournir, installer et compacter le remblai de type 2.	120 M3	\$ par m3	\$
12	Construire une bordure en asphalte.	120 m linéaires	\$ par m linéaire	\$
13	Remplir les fissures de la chaussée (y compris le nettoyage)	1 000 m linéaires	\$ par m linéaire	\$

14	Rouleau vibrant de 10 tonnes	30 heures	\$ par heure	\$
15	Niveleur de catégorie 125-135 HP	30 heures	\$ par heure	\$
16	Niveleur de catégorie 50-80 HP	20 heures	\$ par heure	\$
17	Balayeuse de voirie	80 heures	\$ par heure	\$

	<b>Couche d'imprégnation et toile de recouvrement</b>			
18	Fournir et appliquer à la main la couche d'imprégnation routière SS-1 (COLA's)	240 litres	\$ par litre	\$
19	Fournir et appliquer par épandeur à pression la couche d'imprégnation routière MC-30	240 litres	\$ par litre	\$
20	Fournir et appliquer par épandeur à pression RM-20 (apprêt spécial)	100 litres	\$ par litre	\$
21	Fournir et appliquer de la toile, y compris la couche d'accrochage.	300 M2	\$ par m2	\$

Pour des travaux supplémentaires non susmentionnés :

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation	Unités	Heure/ quantité estimative	Prix unitaire  \$¢	Prix total estimatif  \$¢
---------	-----------------------------------------------------------	--------	----------------------------------	--------------------------	------------------------------------

22.	<p>Taux horaire, y compris le temps de déplacement et tous les frais connexes.</p> <p>a) Pendant les heures régulières : de 7 h à 16 h 30, du lundi au vendredi</p> <p>i) Personne de métier</p> <p>li) Superviseur</p> <p>b) <b>Hors des heures régulières :</b> du lundi au dimanche, y compris toute la journée samedi, le dimanche et les jours fériés.</p> <p>i) Personne de métier</p> <p>li) Superviseur</p>	<p>par heure</p> <p>par heure</p> <p>par heure</p> <p>par heure</p>	<p>200</p> <p>100</p> <p>80</p> <p>40</p>		
-----	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------	--	--

23.	<p>Majoration de l'entrepreneur pour le matériel non précisé, les pièces de rechange ainsi que les permis et certificats requis.</p> <p>20 000 \$ + % de majoration = )</p>	20 000 \$	_____ %	\$
<b>Sous-total A) : Montant total estimatif de la 1<sup>re</sup> et la 2e années, TPS/TVH en sus</b>				\$

## Année 3

Article	Asphaltage de mélange de béton asphaltique chaud <i>Nota: Les taux d'usinage doivent comprendre le transport des matériaux hors site.</i>	Utilisation estimative	Prix fermes	Extension
1	Fournir et placer à main les réparations à chaud	250 tonnes	\$ par tonne	\$
2	Fournir et placer mécaniquement l'asphalte bitumineux chaud (secteurs inférieurs à 1 000 m2)	80 tonnes	\$ par tonne	\$
3	Fournir et placer mécaniquement l'asphalte bitumineux chaud (secteurs supérieurs à 1 000 m2)	170 tonnes	\$ par tonne	\$
4	Broyage de revêtement asphaltique, profondeur moyenne de 25 mm (0-250 m2)	100 M2	\$ par m2	\$

5	Broyage de revêtement asphaltique, profondeur moyenne de 50 mm (251-500 m2)	400 M2	par m2	\$	\$
6	Broyage de revêtement asphaltique, profondeur moyenne de 75 mm (500-1 500 m2)	500 M2	par m2	\$	\$
7	Broyage de revêtement asphaltique, profondeur moyenne de 75 mm (plus de 1 500 m2)	500 M2	par m2	\$	\$
8	Scarifier et enlever l'asphalte brut/brisé, le béton, la terre végétale, l'excédent de gravier et les matériaux de base; niveler ces secteurs avant d'appliquer à nouveau des matériaux de base ou l'asphalte bitumineux chaud. Comprend la stérilisation du sol sur demande.	350 M2	par m2	\$	\$
9	Nivellement et roulage de la base de gravier existante.	270 M3	par m3	\$	\$
10	Fournir, installer et compacter le remblai de type 1.	60 M3	par m3	\$	\$
11	Fournir, installer et compacter le remblai de type 2.	60 M3	par m3	\$	\$
12	Construire une bordure en asphalte.	60 m linéaires	par m linéaire	\$	\$
13	Remplir les fissures de la chaussée (y compris le nettoyage)	500 m linéaires	par m linéaire	\$	\$
14	Rouleau vibrant de 10 tonnes	15 heures	par heure	\$	\$
15	Niveleur de catégorie 125-135 HP	15 heures	par heure	\$	\$
16	Niveleur de catégorie 50-80 HP	10 heures	par heure	\$	\$
17	Balayeuse de voirie	40 heures	par heure	\$	\$
<b>Couche d'imprégnation et toile de recouvrement</b>					
18	Fournir et appliquer à la main la couche d'imprégnation routière SS-1 (COLA's)	120 litres	par litre	\$	\$
19	Fournir et appliquer par épandeur à pression la couche d'imprégnation routière MC-30	120 litres	par litre	\$	\$
20	Fournir et appliquer par épandeur à pression RM-20 (apprêt spécial)	50 litres	par litre	\$	\$
21	Fournir et appliquer de la toile, y compris la couche d'accrochage.	150 M2	par m2	\$	\$



Pour des travaux supplémentaires non susmentionnés :

Article	Catégorie de main-d'œuvre, de matériaux ou d'installation	Unités	Heure/quantité estimative	Prix unitaire \$¢	Prix total estimatif \$¢
22.	Taux horaire, y compris le temps de déplacement et tous les frais connexes.  a) Pendant les heures régulières : de 7 h à 16 h 30, du lundi au vendredi  i) Personne de métier  li) Superviseur  b) <b>Hors des heures régulières :</b> du lundi au dimanche, y compris toute la journée samedi, le dimanche et les jours fériés.  i) Personne de métier  li) Superviseur	   par heure  par heure    par heure  par heure	   100  50    40  20		

23.	Majoration de l'entrepreneur pour le matériel non précisé, les pièces de rechange ainsi que les permis et certificats requis. 20 000 \$ + % de majoration = )	10 000 \$	_____ %	\$
<b>Sous-total B) : Montant total estimatif de 3 années, TPS/TVH en sus</b>				\$

Col. 1	Col. 2	Col. 3
<b>Total partiel BARÈME A) Durée Années un et deux</b>	<b>Total partiel BARÈME B) Année3</b>	<b>Prix total évalué (col.1 + col.2 = col.3)</b>
_____ \$	_____ \$	_____ \$ <b>TPS/TVH en sus</b>

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ108-130342/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-2-35041

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw011

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

--	--	--

**SIGNATURE:**

\_\_\_\_\_  
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (écrire en caractères d'imprimerie)

\_\_\_\_\_  
Signature

\_\_\_\_\_  
Date

## APPENDICE 4 - RAPPORTS PÉRIODIQUE

Il faut présenter un rapport comme suit dans le cadre de la présente demande d'offre à commandes :

Retourner à :

<i>Nom</i>	<i>Télec.</i>	<i>Courriel</i>

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ouvrages techniques, cale sèche d'Esquimalt

825, chemin Admirals

Victoria (Colombie-Britannique) V9A 2P1

### RAPPORT SUR LE VOLUME D'ACTIVITÉ

FOURNISSEUR : \_\_\_\_\_

RAPPORT POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Description des travaux	N° de commande subséquente	FACTURE GLOBALE

**RAPPORT «NÉANT»:** Nous n'avons pas fait affaire avec le gouvernement fédéral pendant cette période

\_\_\_\_\_.

**PRÉPARÉ PAR :**

NOM : \_\_\_\_\_

SIGNATURE \_\_\_\_\_

Solicitation No. - N° de l'invitation

EZ108-130342/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

PWY-2-35041

Buyer ID - Id de l'acheteur

pw011

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

**TÉLÉPHONE :** \_\_\_\_\_